

hait pas les étrangers, mais on est las de les voir tout diriger, tout contrôler et... tout embrouiller. Un ministre du cabinet Tevfik, reprenant à son compte le mot célèbre, me dit : « L'homme malade n'était que malade, mais il meurt de tous les médecins qui encombrant son chevet. » Le directeur d'un grand journal de Stamboul me supplie de dénoncer le « régime asiatique » imposé à Constantinople par les puissances occidentales. Abdullah Bey, alors ministre des Finances, me démontre — ce n'était pas difficile — l'impossibilité où il est de faire face aux dépenses du budget, si on ne l'autorise pas à créer des recettes, et il conclut : « Vous administrez peut-être mieux que nous, c'est-à-dire selon des méthodes plus perfectionnées ; mais vous administrez ici dans votre intérêt et non pas dans le nôtre. » La prétention de *fare da se* a envahi la Turquie officielle : c'est, pour une part, la conséquence du mouvement d'opinion soulevé par la guerre, par la proclamation des principes wilsoniens, par l'émancipation des peuples de l'Europe centrale ; et pour le reste, la réaction contre les exigences, tantôt légitimes et nécessaires, tantôt excessives et inutiles de l'occupation étrangère.

Tout ce qui ressemble à un empiétement sur les « droits souverains » de l'État ottoman est devenu insupportable aux Turcs : ils oublient que les contrôles dont ils réclament l'abolition constituent simplement la garantie du créancier envers son débiteur ; ils oublient que le maintien de certains soi-disant privilèges représente le minimum de ce qui est nécessaire pour assurer la protection des minorités non turques et non musulmanes ; ils ou-